



HAL
open science

Surmonter la désillusion : de l'engagement politique, universitaire et syndical au roman noir. Entretien avec Dominique Manotti

Isabelle Chambost, Salvatore Maugeri, Jean-Luc Metzger

► To cite this version:

Isabelle Chambost, Salvatore Maugeri, Jean-Luc Metzger. Surmonter la désillusion : de l'engagement politique, universitaire et syndical au roman noir. Entretien avec Dominique Manotti. 2015. hal-04013313

HAL Id: hal-04013313

<https://cnam.hal.science/hal-04013313v1>

Submitted on 31 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**SURMONTER LA DÉSILLUSION
DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE, UNIVERSITAIRE ET SYNDICAL
AU ROMAN NOIR
ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE MANOTTI**

Isabelle Chambost, Salvatore Maugeri et Jean-Luc Metzger

RÉSUMÉ

Dominique Manotti (de son vrai nom : Marie-Noëlle Thibault) a été enseignante-chercheuse en histoire contemporaine à l'université de Vincennes, tout en s'engageant avec sincérité dans l'action politique et syndicale jusqu'au début des années 80. Elle est devenue, au moment de la retraite, auteur de romans noirs. Le récit du parcours de cette militante de l'égalité et de la justice sociale livre une vision désenchantée de l'histoire politique de notre pays. Son passage à l'écriture de romans noirs lui a permis de surmonter ses déceptions et de renouer avec une nouvelle forme d'engagement, en donnant à voir avec beaucoup d'acuité les chemins de l'enrichissement, empruntés en toute impunité par une génération tant porteuse d'espoir.

« Pendant qu'on occupait les usines, qu'on défendait les ouvriers, les immigrés, etc., le monde des affaires continuait son bonhomme de chemin [...]. Le roman noir me permet de mettre en lumière les responsabilités que porte ma génération ».

VOULOIR CHANGER LE MONDE

Le feu sacré

Au départ, j'ai eu une carrière d'historienne extrêmement classique : études d'histoire, agrégation d'histoire, deux ans d'enseignement au lycée, recrutement à l'université en 1969, à l'âge de vingt-sept ans. Mais mon entrée en fac se fait à Vincennes. Et là, c'est moins banal.

Vincennes était alors une fac absolument exceptionnelle, fille de mai 68 et voulue par Edgar Faure¹. Devenu ministre de l'éducation nationale après les événements de 68, Faure, qui avait senti que l'université française était mal en point, crée Vincennes comme centre expérimental d'une nouvelle façon de penser et d'enseigner les savoirs². Etant passée par la Sorbonne au début des années 60, je peux vous dire que l'enseignement à l'époque était plutôt sclérosé. La Sorbonne, c'était un peu la maison de retraite des grands pontes, les profs frisaient les soixante-dix ans et centraient leurs cours sur leurs travaux de recherche, sans aucun souci de cohérence globale avec les autres enseignements. Sur cinq années d'études, y compris l'agrégation, je n'ai eu par exemple qu'un seul cours sur la période de la Révolution (c'était un cours traitant du problème des variations du prix du blé à l'octroi de Paris en 1789). Tout ce que

j'apprendrai de cette période ce sera en l'enseignant. Autant dire qu'il ne faut surtout pas glorifier ou magnifier ces années-là en s'imaginant, qu'à l'époque, l'université « c'était autre chose » et qu'on y enseignait mieux qu'aujourd'hui. Ce n'est pas le cas du tout.

Dans le sillage des ébranlements de mai 68, Edgar Faure a senti que c'était le moment de tenter quelque chose. Il a donné à cette université un statut dérogatoire, « extra-ordinaire » au deux sens du terme, en disant approximativement : « Organisez-vous comme vous voulez, vous aurez, comme les autres universités, le droit de délivrer des diplômes nationaux, mais faites du neuf ! ». Faure a choisi un premier noyau d'universitaires, tous extrêmement réputés et volontaires. Je ne pourrais plus vous dire combien ils étaient exactement, mais ce n'était que des professeurs de haute volée, issus de toutes les sciences humaines et sociales, qui, dans un second temps, ont constitué autour d'eux leurs équipes. Autrement dit, c'était une sorte de cooptation libre, organisée par le noyau dur.

Celui-ci comptait des représentants de toutes les disciplines. Pour m'en tenir à l'histoire, il y avait Jean-Louis Flandrin³ qui était une pointure dans son domaine, une huile internationalement reconnue sur l'histoire de la famille au XVII^e et au XVIII^e siècle. Il y avait aussi Claude Mossé, qui était vraiment une des toutes meilleures dans le domaine de l'histoire

¹ Edgar Faure (1908-1988) a été ministre de l'éducation après mai 1968 (du 12 juillet 1968 au 20 juin 1969). Il est à l'origine des mesures qui ont permis d'élargir la gestion de l'université aux représentants de toutes les catégories de personnels et des étudiants. Il a aussi cherché à favoriser l'interdisciplinarité.

² Simultanément, une deuxième université expérimentale est créée, celle de Paris Dauphine, dans les locaux occupés jusqu'en 1966 par le secrétariat de l'Otan, mais son évolution sera diamétralement opposée.

³ Jean-Louis Flandrin (1931-2001), agrégé d'histoire (1956), est un historien, spécialiste de la famille, de la sexualité et de l'alimentation. Il a enseigné à Vincennes, puis à Paris 8 jusqu'en 1995. Il a aussi été directeur d'études à l'EHESS. Il est l'auteur, notamment, de *L'Église et le contrôle des naissances* (1970), de *Sexe et l'occident* (1981), ou encore de *L'ordre des mets* (2002).

grecque ancienne¹, Madeleine Rebérioux², Jacques Droz³... Il y avait aussi Jean Bouvier, un historien de l'histoire économique⁴. Je préparais à ce moment-là ma thèse avec lui, en tant qu'assistante. On était en janvier 1969.

Cette université ne donnait plus du tout le même type d'enseignement et n'organisait plus le même type de contrôle. C'est la fac de Vincennes qui a introduit les unités de valeur, par exemple, brisant ainsi le système des certificats d'études. Avant 68, en fac, et ici je m'en tiens à l'histoire qui est la seule matière que je connais bien, on obtenait la licence en validant quatre certificats d'études : histoire ancienne, histoire du moyen-âge, histoire moderne et histoire contemporaine. Chaque certificat

correspondait à un semestre et se terminait par un examen. A Vincennes, on a fait éclater ce dispositif en une trentaine d'unités de valeur et on a donné de la souplesse à la composition du programme : les étudiants choisissaient leurs unités de valeur dans un « menu » préétabli, intégrant des unités de valeur d'autres disciplines. On a ouvert l'université aux non-bacheliers qui pouvaient justifier de cinq ans d'activité professionnelle. Ce genre de choses rappelle la VAE, n'est-ce pas, ou s'en rapproche...

De nombreuses autres innovations très importantes, ont été introduites contribuant toutes à briser le système des facultés⁵. Vincennes a été la première université pluridisciplinaire tout en s'ouvrant à de nouvelles disciplines – comme l'art dramatique, le cinéma, la musique – constituées en départements à part entière. Les mathématiques, par exemple, constituaient un département en tant que tel, avec d'ailleurs un mathématicien fascinant, Claude Chevalley⁶. Il y avait aussi quelqu'un de plus jeune, dont le nom est peut-être plus connu pour cette raison, qui était Denis Guedj⁷. Comme dans les autres

¹ Née en 1924, Claude Mossé, agrégée d'histoire, professeur émérite à l'université Paris 8, est spécialiste de l'histoire de la Grèce antique, à propos de laquelle elle a publié une vingtaine d'ouvrages, particulièrement sur l'articulation entre structures sociales et structures politiques. Voir par exemple : Sineux Pierre, « Claude Mossé, une historienne du politique en Grèce antique. », *Revue historique* 2/2009 (n° 650), p. 371-385.

² Madeleine Rebérioux (1920 - 2005) est une des spécialistes du socialisme français de la fin du XIX^e siècle et notamment de l'œuvre de Jean Jaurès. Après avoir été enseignante dans le secondaire elle devient enseignante-chercheuse à l'Université de la Sorbonne, puis à Vincennes et terminera sa carrière à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Elle fut présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de 1991 à 1995.

³ Spécialiste de l'histoire du monde germanique et des idées politiques, Jacques Droz (1909-1998) commença sa carrière universitaire à Clermont-Ferrand, la poursuivit et termina à la Sorbonne, hormis les quelques années qu'il passa à l'université de Vincennes dont il prit la présidence.

⁴ Jean Bouvier (1920-1987), agrégé d'histoire, professeur à Vincennes puis à Paris 8 jusqu'en 1976, puis à la Sorbonne jusqu'en 1984, c'est un spécialiste de l'histoire du temps présent et de l'histoire économique, en particulier des banques. Il a développé l'analyse critique des données statistiques.

⁵ Dans le système des facultés, chaque groupe de disciplines considérées comme « homogènes » formait une faculté : lettres, sciences, droit, médecine... Il n'y avait pas de communications ni d'échanges entre facultés. Et les frontières ou limites des savoirs enseignés dans ces facultés étaient définies depuis bien longtemps.

⁶ Claude Chevalley (1909-1984), normalien, agrégé de mathématiques, spécialiste de l'algèbre, il est l'auteur de plusieurs théorèmes et objets mathématiques auxquels il a donné son nom. Il a 59 ans quand ont lieu les événements de mai 1968 auxquels il donne son soutien. Il crée le département de mathématiques de l'université de Vincennes où il enseigne jusqu'à sa retraite.

⁷ Denis Guedj (1940-2010) est un mathématicien et écrivain qui, avec Claude Chevalley a participé à la création du département de mathématiques de

disciplines, ces enseignants avaient à la fois un enseignement de mathématiques, délivrant des diplômes de mathématiques, et une activité interdisciplinaire très importante.

Le problème de cette université a été d'être rattrapée par les turbulences post-68. C'est mon point de vue, c'est subjectif, mais je pense que ce qui a contribué à couler l'expérience, c'est que toute une partie de l'extrême gauche s'est engouffrée dans Vincennes, pas du tout avec l'objectif de construire, et de participer à changer des choses, mais avec l'objectif de « faire la révolution ».

Je ne parle pas des enseignants, même si certains d'entre eux, notamment en philosophie, ont poussé loin l'innovation pédagogique et la conception des contrôles. Il y avait pas mal de choses assez rigolotes. Pas en histoire où nous avons toujours été plombés par notre sérieux, mais du côté des philosophes, Alain Badiou par exemple. Il a commencé là, lui-aussi. Avec d'autres, il a contribué à la remise en cause du savoir et de l'autorité de l'enseignant en même temps que celle de l'institution. Puisqu'on met en cause le savoir, on donne les unités de valeur à qui fait simplement l'effort de s'inscrire. Badiou s'est fait piéger par un journaliste qui a inscrit sur la liste des étudiants... *un cheval*, auquel il s'est retrouvé à donner une UV. Ce qui en soi n'était pas grave dans la mesure où le cheval n'en a pas fait grand-chose, mais on imagine évidemment ce qui s'est écrit dans la presse de l'époque (en même temps, je suis d'accord avec vous, des institutions comme l'ENA ont sans doute fait bien pire : le cheval, son diplôme, il n'en a rien fait, ce n'est pas le cas de ceux

l'université de Vincennes. Par ses écrits, il contribue à la diffusion de la connaissance sur l'histoire des mathématiques : voir en particulier *Le théorème du perroquet* (1998).

qui sortaient des grandes écoles sans rien comprendre aux problèmes sociaux...).

Le problème principal ne venait pas des enseignants et de leurs facéties, ou marginalement. Il venait des groupuscules politiques qui avaient investi les lieux. On rencontrait la Gauche Prolétarienne, beaucoup d'anars, des gens qui s'autoproclamaient « comité de base ». Tous les mouvements d'extrême gauche avaient des représentants actifs à Vincennes et leur raisonnement n'était pas du tout de changer l'université mais de bloquer son fonctionnement et, de fil en aiguille, de bloquer le fonctionnement de la société. L'objectif, c'était la révolution. Évidemment, les choses ne se sont pas passées comme cela...

Changer l'enseignement supérieur

Pour ne pas sombrer dans la caricature et préciser ma pensée, je dois dire que la contestation tous azimuts des gauchistes visait parfois les vrais problèmes de l'institution, comme le mandarinate. Nous avons supprimé les différences de temps de services entre les catégories d'enseignants et fait un pool d'heures partagées équitablement entre tout le monde. Nous avons également une direction du département par rotation, fondée sur l'ordre alphabétique. Tout le monde y passait. En ce qui concerne le système des élections, avant 68, les profs éalisaient les profs et les assistants ou les maîtres-assistants étaient élus par tout le monde. Des élections généralisées ont été imposées, y compris pour les profs. Toutes ces petites choses mises bout à bout conduisaient à un fonctionnement assez profondément différent, y compris sur le plan pédagogique.

On a beaucoup pratiqué, à l'intérieur de notre département, l'enseignement à plusieurs. On intervenait à deux ou trois en même temps devant les étudiants. Et si on était trois et qu'on intervenait une

heure par exemple, on ne déclarait pas une heure chacun, mais un tiers d'heure seulement. On avait le feu sacré. Nous avions également des objectifs de connaissance et nous voulions remanier franchement la discipline. Notre slogan était : *faire l'histoire du monde contemporain*. Il faut mesurer ce que cela signifiait, il y a quarante-cinq ans, faire l'histoire du monde contemporain.

Prenons une femme comme Claude Mossé qui était vraiment une chercheuse très connue dans son domaine, l'histoire grecque. Elle était déjà âgée mais cela ne lui posait aucun problème d'intégrer son enseignement d'histoire grecque dans une histoire du monde contemporain ; elle était venue à Vincennes pour cela. À tous les niveaux, il y avait une volonté de faire éclater ce carcan de la découpe de l'histoire en grandes périodes, ainsi que la volonté de formuler la problématique et les intitulés de l'enseignement en fonction de l'histoire du monde contemporain pour y intégrer l'histoire de la Grèce ancienne, de Rome, etc. Il y avait également la volonté de remanier les frontières entre les disciplines. L'histoire a toujours été mariée à la géographie et nous avions très envie, en histoire économique, de remanier les rapports entre histoire et économie. D'autres enseignants tiraient vers la sociologie, d'autres vers les lettres. Il y a eu ainsi pas mal d'enseignements communs histoire et littérature.

Ces rapports n'étaient pas forcément institutionnalisés de département à département, mais pouvaient être démultipliés suivant certaines tendances de l'économie, de l'histoire, de la sociologie, de la littérature, etc. Il y avait un remarquable historien de la photographie qui enseignait au département cinéma et nous le sollicitions, comme d'autres enseignants

dans d'autres disciplines, en fonction de nos besoins.

Cette époque était d'une intensité invraisemblable. L'effervescence intellectuelle était poussée à son comble. J'ai croisé des gens comme Foucault, quelqu'un de tout à fait exceptionnel, un énorme travailleur. À l'époque, je fréquentais pas mal la Bibliothèque Nationale et je n'y ai jamais été sans le voir. C'était aussi un provocateur de premier ordre qui a toujours tout fait pour tout envenimer et qui, dès qu'il en a eu l'occasion, s'est retiré au Collège de France. C'était vraiment un drôle de personnage. Mais il y en avait plein d'autres. Badiou était quelqu'un de redoutable aussi, parce s'il le voulait, il arrivait à vous persuader de n'importe quoi. Il avait une puissance du verbe qui est stupéfiante. Un véritable rhétoricien.

La fin de la « récréation »

La période de gloire de Vincennes, celle durant laquelle une transformation en profondeur du système universitaire a été expérimentée, a duré, disons jusqu'en 74. La fin s'est manifestée progressivement, mais on peut dire que 1974 sonne le glas de l'expérience. D'une façon assez paradoxale finalement car 1974, c'est l'arrivée de Giscard à l'Élysée. Le nouveau président de la République va prendre un certain nombre de mesures progressistes sur le plan de la société, le droit à l'avortement, un certain nombre de mesures en faveur des femmes, le droit aux carnets de chèques, etc. Mais la mort de l'université de Vincennes est décidée à ce moment-là.

Nommée par le président, Alice Saunier-Seïté arrive aux universités¹. Le premier

¹ Alice Saunier-Seïté (1925-2003), universitaire (doyenne puis rectrice de plusieurs universités), est nommée ministre des universités en 1979, dans le gouvernement de Raymond Barre. On lui doit la

point de son programme c'est de mettre fin à Vincennes. Elle supprime le centre expérimental et décrète que, pour délivrer des diplômes nationaux, il nous faut organiser des examens nationaux – à l'instar de toutes les universités. Le bras de fer a été engagé et nous n'avons jamais appliqué les instructions. Cela a été possible parce que les formules d'examens avaient également commencé à évoluer dans les autres universités. Le système des certificats de licence tombait en désuétude alors que le principe de l'unité de valeur commençait à se répandre. Dans le même mouvement, le ministre ordonne le déménagement de l'université à St Denis. Il s'agissait d'une mesure visant à éloigner Vincennes du centre de Paris et à juguler l'agitation estudiantine. Cela a pris des années pour que tout soit transféré, mais en 1979 le transfert était réalisé.

Cela a été efficace, car on s'est retrouvés avec un recrutement totalement différent. À Vincennes, nous avions des étudiants exceptionnels. Cette université avait créé un appel d'air énorme pour toute une série de gens qui n'avaient pas fait d'études, et qui le regrettaient. La moitié de nos étudiants avaient ainsi entre trente et quarante ans. Tout a cessé quand on est passé à Saint-Denis. Notre recrutement a complètement changé, il s'est normalisé. Notre attractivité a diminué. Les autres universités commençaient à s'ouvrir à leur tour aux non-bacheliers. Les étudiants âgés, ayant alors plus de choix, ne sont pas venus à Saint-Denis. Par ailleurs, l'université se trouvait dans un milieu très hostile. Le maire de Saint-Denis ne voulait pas de nous. C'était un communiste de la vieille école qui avait déjà refusé l'arrivée de la

décision de faire raser les bâtiments de l'université de Vincennes, en 1980, après le déménagement à Saint-Denis.

très grande bibliothèque et qui ne voulait pas que son public change¹. Il voulait garder son électorat. Songeons qu'en plus il n'y avait pas le métro à ce moment-là. C'était vraiment la mise à l'écart, une sorte de bannissement, pourrait-on dire.

Le refus de la rhétorique universitaire

Avant Vincennes, j'ai travaillé deux ans en lycée et cela m'a permis d'apprendre beaucoup. Pour enseigner il faut se documenter et c'est ainsi que j'ai appris pratiquement tout ce que je sais en histoire.

Je vais vous donner une idée de l'enseignement que l'on avait en fac. Avant tout, je dois préciser que, militant énormément, j'assistais peu au cours. Mais l'année de l'agrégation, je me suis dit : « cette année, il faut être sérieuse quand même ». On était en 1965/66. Je suis une fanatique d'histoire romaine et je pense à ce propos que mon écriture a été très influencée par la prose de Jules César. J'adore sa *Guerre des Gaules*. Donc j'arrive en cours d'histoire romaine, celui de William Seston, 56 ans, un véritable pont en la matière². Il commence son premier cours, je me souviens toujours de cela, par un exposé hyper brillant sur Pompée le Grand dont la conclusion est : « à Rome, le pouvoir est civil ». J'étais enthousiaste. Le deuxième cours porte sur Jules César, brillantissime également dont la conclusion est : « à Rome, le pouvoir est militaire ». Seston était capable de défendre n'importe quel point de vue de façon aussi brillante et aussi convaincante. Mais je n'avais pas envie d'être convaincue de choses totalement

¹ Marcelin Berthelot (1927-1997) a été maire de Saint-Denis de 1971 à 1991.

² William Seston (1900-1983), normalien, agrégé d'histoire, spécialiste de l'Empire romain, il fut titulaire de la chaire d'histoire romaine à la Sorbonne, de 1949 à 1969.

différentes à une semaine d'intervalle, j'avais envie de comprendre. Et ce type de faconde, pour moi, c'est le contraire de la compréhension. Après d'un enseignant, je cherchais des outils, des moyens d'analyse et de compréhension de notre monde et de son histoire. J'ai préparé donc l'agrégation sans aller en cours.

Le militantisme, la vraie « formation »

Toute ma formation a clairement été politique. Ma formation à la vie, je l'ai eu à l'Union des étudiants communistes (UEC)¹. Cela a aussi beaucoup compté, autant que l'expérience à Vincennes. On travaillait comme des bêtes, en bataille ouverte contre les instances dirigeantes du PC. C'est une expérience qui n'a donné lieu à aucun travail d'historien, c'est dommage, parce que ce fut la seule opposition ouverte au Parti communiste. Toutes les oppositions de dissidents communistes ont eu lieu à l'intérieur du PC et n'ont jamais percé à l'extérieur en tant qu'oppositions. A l'intérieur de l'UEC, l'opposition à la ligne orthodoxe du PCF s'est formée autour du soutien à la lutte de libération nationale en Algérie et de la critique du stalinisme amorcée par Khrouchtchev. Cette opposition regroupait divers courants. Devenue majoritaire à l'Union des étudiants communistes, elle a pris à la lettre les statuts qui affirmaient l'autonomie de l'UEC par rapport au PC. Ce texte n'avait

jamais été véritablement lu et mis en œuvre. Nous avons donc dit au PC : « On est autonome, on fait donc notre propre programme et on élit nos dirigeants sur nos propres listes. Vous donnez votre avis mais on se réserve le droit d'en tenir compte ou pas ». Ça a été trois ans de lutte ouverte et éprouvante. Les gens qui n'ont jamais connu le mouvement communiste ne peuvent pas avoir idée de ce qu'était cette bataille contre les instances dirigeantes, y compris en France. Le poids du stalinisme n'était pas aussi fort qu'en URSS évidemment, parce qu'ils n'avaient pas les moyens de nous mettre en prison, mais le chantage aux familles, le chantage aux histoires sexuelles, le chantage à « vous n'aurez pas vos examens, parce que les profs sont communistes », tous les moyens de pression y sont passés. Et il y a eu d'ailleurs deux ou trois suicides de militants. Donc la bagarre a été très violente, des années 1962/63 jusqu'en 1965 environ.

Le point de départ des tensions avec la ligne du parti, c'est la guerre d'Algérie. Le PC a toujours été sur la ligne « paix en Algérie » et nous nous étions sur la ligne « indépendance de l'Algérie ». Le PC n'a jamais soutenu un mouvement de libération nationale qui ne soit pas dirigé par des communistes. Il a soutenu le Vietnam parce que c'était des communistes, il n'a pas soutenu le FLN, parce que ce n'était pas des communistes. A l'époque, rappelez-vous, il y avait deux grands événements historiques qui sous-tendaient le mouvement politique : il y avait, d'un côté, le rapport Khrouchtchev, en 1956, qui avait secoué le monde communiste ; de l'autre, il y avait les mouvements de libération nationale, durant la première moitié des années 60. Malgré cela, malgré Khrouchtchev, le PC n'a jamais fait sa mutation, contrairement peut-être au mouvement communiste

¹ L'union des étudiants communistes de France, fondée une première fois en 1939, puis recréée en 1956 en même temps que le Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF), est dans une relation complexe avec le Parti Communiste Français. Statutairement autonome par rapport à lui, son action et ses prises de position n'en sont pas moins supervisées par certains membres du bureau du PCF, ce qui n'empêche pas l'UEC de s'opposer à la ligne du parti. Ont notamment été membres de l'UEC : Régis Debray, Henri Weber, Robert Linhart, Serge July, Etienne Balibar.

italien, qui était extrêmement vivant et avec lequel nous vivions en symbiose. Nous avons des échanges de textes avec eux et nous le percevions comme très ouverts à la discussion. C'est l'époque où *Les Temps Modernes* ont publié je crois, au moins deux numéros complets de textes italiens¹ et André Gorz faisait beaucoup de passages d'un côté à l'autre des Alpes.

Je pense qu'à l'époque, on a cru à la possibilité d'une réforme en profondeur du mouvement communiste français. Ce qui était une erreur évidente, le mouvement communiste étant totalement incapable de se réformer pour des raisons que je n'ai pas creusées. Aujourd'hui encore, c'est hallucinant de voir qu'à 4 % dans les suffrages nationaux, ils conservent les mêmes modes de raisonnement et de fonctionnement. Mais enfin, à l'époque, on y croyait. On publiait dans différentes revues, dont un journal qui s'appelait *Clarté*, des articles qui n'étaient pas des textes homogènes ni conformes à la ligne du parti. C'était un truc ouvert. On disait clairement que s'il n'y avait pas là, tout de suite, un mouvement de réforme fondamental et profond, c'était la fin de l'espoir communiste.

Nous étions relativement lucides et nous la sentions déjà venir la crise du parti. Pour nous, c'était une lutte, une contestation très intense, passionnée, sincère. On travaillait donc énormément nos textes, pour argumenter, pour étayer, réduire les critiques. On lisait énormément et le débat était permanent ; c'était une acquisition de connaissances extraordinairement active. On réinvestissait immédiatement dans le débat tout ce qu'on lisait, tout ce qu'on

¹ Cf. un numéro de l'été 1947 consacré aux communistes italiens et le numéro 189 de février 1962.

apprenait, avec la sensation que c'était important. C'était une sensation idiote, parce que cela n'a pas été important du tout et cela n'a pas marché. On ne changeait rien ni au fonctionnement ni aux idées du PC qui a réussi à reprendre la majorité de l'UEC en 65 ou 66, je crois...

Mais nous avions la sensation qu'il y avait des choses qui pouvaient changer. C'était cela vraiment ma formation durant la première moitié des années 60. Vous comprenez pourquoi le savoir universitaire sous la forme sous laquelle il était enseigné alors, me paraissait impossible, inutile, vain.

Le recrutement à Vincennes

Mes activités militantes n'ont rien à voir avec mon arrivée à Vincennes – ou plutôt si, mais indirectement. Nommée dans mon lycée, j'ai commencé par déprimer profondément. Etant sortie première au concours j'aurais pu choisir Aix-en-Provence ou toute autre destination prisée. Ne voulant pas quitter Paris du fait de mon engagement militant, j'ai choisi Chantilly car on ne pouvait enseigner en premier poste à Paris. Le jury était ahuri et m'a dit : « vous ne savez pas où vous allez ». Et de fait, je ne le savais pas. On se serait cru au milieu du XIX^e siècle. J'en discute alors avec une amie Blandine Kriegel², que j'avais connue à l'UEC, qui compatit et me dit : « Va voir ma tante, Annie Kriegel³, elle va t'expliquer comment faire pour aller en fac ». Annie Kriegel était un personnage.

² Professeur agrégé des universités en philosophie, elle est militante à l'Union des Jeunes Communistes Marxiste-Léniniste en 1967 et soutient la candidature de J. Chirac à l'Élysée en 1995.

³ Annie Kriegel (1926-1995), militante communiste dans sa jeunesse, elle se rallie à Charles de Gaulle en 1958 et devient éditorialiste au Figaro dans les années 1970. Elle est connue internationalement pour ses travaux d'histoire sur le parti communiste français.

Elle m'explique qu'il ne faut pas s'imaginer du tout que l'on devient un ponte à l'université parce qu'on sait des choses et que l'on enseigne des trucs intéressants. L'université à ses yeux est une machine qui fonctionne selon un programme précis, il faut en connaître les rouages et appuyer sur les bons boutons aux bons moments. Elle m'explique donc, « La première clé est de vous inscrire en thèse ». Ce n'était pas compliqué. « La deuxième clé, c'est de bien choisir son patron de thèse. Alors, on va prendre la liste en histoire contemporaine ». A cette époque, je n'étais pas forcément branchée économie. « Il faut prendre un prof de thèse qui ait entre 45 et 50 ans » poursuit-elle. « Un peu avant, il n'a pas du tout de pouvoir, un peu après, il risque de ne plus en avoir assez quand vous aurez fini votre thèse. » Bref, elle me définit une tranche d'âge entre autres critères. Sur la liste des candidats et il ne restait alors que deux noms : Annie Kriegel et Jean Bouvier. Prudente, je me dis : « Une personne comme elle va me bouffer ». Donc j'ai fait de l'histoire économique pour ne pas faire ma thèse avec Annie Kriegel. Jean Bouvier m'a pris comme assistante six mois après. A l'époque, c'était l'usage, on entrait comme assistant durant les quatre années de préparation d'une thèse de troisième cycle. On candidait ensuite pour devenir maître-assistant et finir son doctorat d'Etat. Tous ces postes étaient traditionnellement réservés à des agrégés. Vincennes a été la première fac à recruter des professeurs non-agrégés.

Enseignante, chercheuse et militante

Je deviens donc maître de conférences à St Denis, après le transfert de Vincennes. J'y resterai jusqu'à la retraite, je n'ai jamais cherché à bouger. J'ai partagé mon temps entre ma vie professionnelle et le militantisme syndical dans l'interprofessionnel.

Dans le syndicalisme français – et c'est la même chose en Italie, contrairement à l'Allemagne ou à l'Angleterre – il y a deux types de structures construites sur la base à la fois d'un regroupement professionnel – les fédérations – et d'un regroupement interprofessionnel sur une base géographique – les Unions départementales et régionales. La confédération, regroupement professionnel et interprofessionnel, coiffe le tout. J'ai donc été secrétaire générale de l'union départementale CFDT de Paris pendant quatre ou cinq ans. C'était extraordinairement actif en 1980. J'avais déjà des doutes sur un certain nombre de choses, mais nous nous trouvions engagés dans une action extrêmement forte qui était la régularisation des travailleurs clandestins du Sentier. C'était la première fois qu'il y avait en France une telle bagarre. La lutte, très intense, a duré six mois, avec une mobilisation très importante et des négociations difficiles avec Stoléru, alors Secrétaire d'état au travail manuel. J'abrège, car il y aurait beaucoup à dire, mais on a fini par la régularisation de toute la branche, soit 11 000 régularisations.... Un succès, en somme, et notre démarche aurait dû faire des petits...

Il y a eu des queues impressionnantes devant l'Union départementale. Il a fallu suivre les dossiers au cas par cas, avec des tas de problèmes, de logements, de conditions de travail et nous avons été absorbés pendant 6 mois. Arrive l'élection de Mitterrand. Notre ligne sur la régularisation du travail clandestin était simple : « Le problème, c'est le travail clandestin, ce n'est pas le travailleur. Le travail clandestin est une forme de délocalisation sur place et ce qu'il faut c'est régulariser le travail ». Pour cela, on était prêt à négocier avec les employeurs des conventions collectives spécifiques, en particulier sur la

flexibilité du travail. On a refusé jusqu'au bout la régularisation sur la base de la durée de présence des gens sur le territoire ; on voulait vraiment régler le problème de la branche, pas celui des individus. Or, quand les socialistes ont commencé à poser le problème de la régularisation de masse, c'était évidemment en l'indexant sur la durée de présence sur le territoire. On a essayé de se faire entendre. On n'a même pas été reçu. Cela n'intéressait personne cette grève qui avait été un truc absolument fabuleux. Je ne sais pas si c'était déjà des énarques aux côtés de Mitterrand, mais cela ne les intéressait pas du tout. Ils ne comprenaient rien au problème. Quand nous essayions de leur expliquer que la régularisation de masse ne réglerait pas le problème du travail clandestin, que le lendemain d'une régularisation de masse, les nouveaux régularisés perdraient leur emploi et seraient remplacés par de nouveaux arrivants clandestins, que c'était le travail clandestin lui-même qu'il fallait changer, sortir de la clandestinité, trouver des formes adaptées, négocier la flexibilité, de nouvelles conventions collectives, nos interlocuteurs, des sous fifres, avaient le regard vide et attendaient que le temps passe.

En plus, à l'époque, la confédération, la CFDT, changeait de visage. Elle était fascinée par le pouvoir. Un certain nombre de responsables syndicaux sont devenus préfets ; drôle de conduite pour une centrale qui s'est battue pour l'autonomie du mouvement syndical. Et puis, elle n'a pas du tout sauté sur l'occasion pour accroître son influence, développer ses idées, ses combats et imposer un programme à négocier avec le pouvoir. Il y a eu vraiment une fascination... Est-ce que le mythe de 36, du Front populaire a joué dans la conduite des militants ? Quoiqu'il en soit, tant en raison de l'attitude du pouvoir au

regard d'une lutte comme la nôtre, qu'à cause de l'attitude du mouvement syndical par rapport au pouvoir, j'ai été profondément déçue. J'ai rendu ma carte un an après.

Années 70, années de luttes

Cette thématique des luttes pour la régularisation du travail clandestin touche d'une certaine façon aux questions relatives à la gestion des entreprises, incontestablement. Mais on peut évoquer bien d'autres combats encore plus spécifiques, touchant directement aux questions d'organisation du travail. Je peux vous dire que, dans les années 70, riches en la matière, il y en avait des luttes. Mais Mitterrand n'a rien dit là-dessus, rien fait.

En 79, on a appuyé une grève des nettoyeurs du métro, via des entreprises de sous-traitance : 900 travailleurs en grève pendant 44 jours. On s'est battu sur tous les fronts à la fois, sur les questions de sous-traitance, de travailleurs immigrés, etc. On disait que l'absence de possibilité de circuler librement posait des problèmes majeurs et tendait à fixer les travailleurs sur le sol français. On a négocié à ce moment-là un aménagement du temps de travail innovant, qui a été abandonné par la suite évidemment. Il prévoyait que les travailleurs étrangers travaillaient un an et demi sans prendre de vacances et pouvaient ensuite passer six mois de vacances chez eux. Tous les gars voulaient pouvoir rentrer au pays régulièrement. S'ils avaient pu le faire, évidemment, cela se serait passé différemment, parce que les liens que l'on garde avec le pays, quand on y va six mois d'affilés, sont tout à fait différents de ce qui peut se passer quand on y va un mois tous les ans. D'autant qu'ils n'avaient généralement pas suffisamment d'argent pour y aller annuellement. On avait essayé d'esquisser une logique de ce

genre. Pendant leur absence, les gars n'étaient pas payés intégralement bien sûr, seulement une fraction de salaire. Mais, au retour, ils retrouvaient leur emploi. Ce qui était important à nos yeux, c'est qu'ils gardaient un lien salarial pendant les six mois sans coupure du contrat de travail. Je ne me rappelle pas les termes précis de l'accord sur les salaires, mais le maintien du lien salarial était le point le plus important.

Ces années-là ont été des années d'une richesse exceptionnelle en termes de luttes sociales et politique et le rapport de force avec le pouvoir. Ce que je pressentais, hélas, c'est que rien de cet esprit de lutte n'allait passer dans les années 80.

LES ANNÉES 1980 : LE TRIOMPHE DE L'AMNÉSIE

La césure entre le social et le politique

Comment expliquer ce changement, cette régression de la contestation, alors même que les socialistes étaient arrivés au pouvoir ? Je ne saurais le dire. Ce qui est incompréhensible c'est qu'ils soient venus si facilement à bout d'une utopie, malgré la vivacité de la lutte et la force des aspirations au changement portée par les années 70.

Quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, il y a eu une très forte tentation pour les cadres du mouvement social de faire confiance au pouvoir politique pour faire avancer la situation des travailleurs, une sorte de délégation en quelque sorte. La conception du syndicalisme, celui que j'avais connu dans les années 70, a profondément changé, et petit à petit, les syndicats ont dé péri. Ce dépérissement s'est accompagné d'évolutions individuelles stupéfiantes. Je pensais être entourée de gens qui croyaient à la dynamique des luttes sociales, et j'assistais, médusée, aux déroulements de

carrière de ces compagnons de lutte qui se retrouvaient rapidement dans des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat ou même dans les cercles les plus fermés du patronat.

Longtemps, j'ai cru que c'était une des conséquences du mitterrandisme. A présent, je pense que le phénomène était plus général, c'est le monde entier qui a basculé. Pendant qu'on occupait les usines, qu'on défendait les ouvriers, les immigrés, etc., le monde des affaires continuait son bonhomme de chemin. Des types continuaient à porter des costumes cravate et réfléchissaient à comment assurer le triomphe de l'économie libérale. C'est ceux-là qui ont gagné. Ils n'étaient pas dans la rue, eux. Ils étaient silencieux, dans des bureaux. Leur travail a été plus efficace...

De notre côté, on n'a pas su. Par exemple sur une fac comme Vincennes, on aurait pu mener le combat de façon efficace, on n'en a pas été capable. Notre action a également été instrumentalisée, comme on le disait tout à l'heure. On peut dire assurément que je suis déçue, plus que déçue, désillusionnée. Si je ne suis pas amère, c'est parce que j'écris, cela me sauve. Le bilan des années 1970 est si navrant. Il en reste si peu.

Pour bien vous faire comprendre, je vais évoquer un autre souvenir. Au moment de la bagarre sur le droit à l'avortement, dans les années 1970, il a été créé un mouvement qui s'appelait le MLAC¹. Le MLAC a été présidé par Jeannette Laot, secrétaire générale adjointe de la CFDT de l'époque². Cela fut un tremblement de

¹ Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception a été créé en 1973 par plusieurs associations et dissout en 1975 après le vote de la loi Veil autorisant l'Interruption Volontaire de Grossesse.

² Jeannette Laot, née en 1925, après avoir été ouvrière dans différentes entreprises, a d'abord

terre à la CFDT, qui venait quand même de la CFTC, bourrée de cathos. Le raisonnement de Jeannette était clair : « Moi, je suis catholique, je n'ai aucune intention de recourir à l'avortement, mais je connais la situation des femmes. Celles qui veulent le faire, elles doivent avoir le droit de le faire. Notre organisation ne sera une organisation laïque que lorsqu'elle acceptera l'avortement ». Elle ne fut pas totalement suivie, mais il y a eu une motion autorisant Jeannette, en tant que secrétaire générale adjointe, à accepter le poste de présidente de MLAC. Du coup, on s'est bagarré dans les boîtes sur la question. Avec la CFDT, on faisait des sections MLAC dans les entreprises. On était à la pointe des combats.

Or, quand je vois ce qu'est devenue la CFDT... je ne voudrais pas... Mais enfin, Nicole Notat¹ qui finira par présider *Le Siècle*, le *think tank* de la classe dirigeante... Elle ne sait pas ce que c'est qu'une grève ; institutrice de formation, elle ne sait pas ce qu'est le syndicalisme. C'est dramatique. On est si loin du mot d'ordre du syndicalisme révolutionnaire

milité à la CFTC, puis à la CFDT dont elle intègre, à partir de 1970, les instances dirigeantes. Elle contribue à faire entrer les préoccupations féministes au sein de ce syndicat en cours de laïcisation.

¹ Nicole Notat, née en 1947, a été secrétaire générale de la CFDT de 1992 à 2002. En 2002, elle « fonde » Vigeo une agence de notation internationale sur les « performances sociales » des entreprises et des États. Elle est aussi membre du conseil d'orientation du *think tank* En temps réel qui regroupe des dirigeants de multinationales (BNP Paribas, Crédit Agricole, Santander), des hommes politiques (Emmanuel Macron), des journalistes influents (Laurent Joffrin de *Libération*, Catherine Sœur directrice de Radio France), ainsi que d'anciens dirigeants d'institutions internationales (Banque mondiale). Elle est aussi présidente du club *Le Siècle* qui regroupe de nombreux dirigeants politiques, économiques, médiatiques et culturels.

de Fernand Pelloutier² : *Le refus de parvenir*.

Ça aussi, c'est important, j'ai été très inspirée par ces syndicalistes pour lesquels le refus de parvenir était déterminant. J'ai été longtemps au conseil d'administration de Saint-Denis - pas à Vincennes où nous boycottions le conseil d'administration. Je n'ai pas vu un prof arriver au conseil et ne pas commencer par se faire voter une promotion. C'était scandaleux. Enfin non, c'est une ambiance, un état d'esprit, un milieu. *C'est un milieu*. Les choses se font ainsi, c'est admis.

Le retrait avant la retraite et l'écriture...

A partir de ce moment-là, j'arrête de militer. Cela faisait quand même vingt ans, avec des moments incroyablement intenses. Pendant la grève des clandestins du Sentier, par exemple, on a fait des permanences de nuit pendant six mois. Pendant la grève des nettoyeurs de métro, on faisait les gardes avec eux la nuit pendant quarante-quatre jours.

À l'époque où l'on a syndiqué les Turcs du Sentier, beaucoup de clandestins sont venus nous trouver pour chercher des solutions, que ce soit les Turcs travaillant

² Fernand Pelloutier (1867-1901), journaliste, puis syndicaliste, théoricien de la grève générale comme moyen pacifique de changer la société, il devient, en 1895, secrétaire général de la fédération des bourses et s'oppose au socialisme parlementaire. Considéré comme l'un des fondateurs du syndicalisme révolutionnaire, il a œuvré à éduquer la population ouvrière pour l'amener, non à réussir économiquement, mais à se révolter. Parmi les initiatives qu'il a prises dans ce sens, la création d'une revue généraliste *L'ouvrier des deux mondes* (1896-1899) tient une place à part. Il s'engage dans un vaste programme d'éducation visant à donner aux lecteurs les moyens de connaître la diversité des innovations syndicales, mais aussi de comprendre le fonctionnement réel de l'économie et de la finance.

dans le forestage en Savoie ou les Philippines arrivées en 79 à la suite de la prise du pouvoir par Khomeini. À cette période, toute la noblesse iranienne émigre, passe les frontières sans problème avec un passeport et une autorisation de séjour. La France les a accueillis à bras ouverts. Chaque famille emmenait avec elle une cinquantaine de domestiques philippines. Aucune n'avait de papier. On les a syndiquées. On a fait des permanences le dimanche après-midi, parce que c'était le seul moment où nous pouvions les rencontrer. Quand vous voyez maintenant des syndicats fermer pendant le week-end, vous vous dites : « à quoi ils servent ? Qui va les voir ? » C'est insensé.

Quand je rends ma carte syndicale, s'ouvre pour moi une période dure de dix ans. Arrêter de militer, ça ouvre un gouffre dans ma vie. Je continuais évidemment à enseigner, mais j'avais complètement perdu le goût de la recherche historique. La recherche historique était pour moi une façon d'éclairer le présent et il n'y avait alors plus d'enjeu dans le présent.

J'avais quand même une recherche en cours sur le patronat français au XIX^e siècle et notamment une source remarquable qui était une enquête du Conseil municipal de Paris sur l'attitude du patronat français pendant la crise de 1884. Tant que j'étais en négociation avec le patronat français de la confection parisienne sur la possibilité de mettre au point une convention collective pour le maintien du lien salarié pendant les périodes de chômage technique et contre l'acceptation de durée de travail plus élevée pendant les périodes de rushs, ce que le patronat français disait en 1884 m'intéressait parce que cela donnait de la profondeur à ce que j'entendais du patronat français de 1980. Quand je n'ai plus eu cet enjeu...

J'ai alors recommencé à lire de la littérature. Pendant vingt ans, j'avais lu énormément mais plutôt des essais, de l'économie et des rapports syndicaux, et j'avais un trou considérable dans ma culture littéraire. Et là, ça a été la rencontre, à l'été 1993, avec *L.A. Confidential* de James Ellroy. Je me suis dit que si l'on arrivait à faire des choses aussi fortes, cela valait le coup d'essayer. Et donc, je me suis lancée, le 1^{er} septembre 1993, dans l'écriture d'un roman. C'est cet auteur qui m'en a donné l'envie.

La découverte du roman noir

On trouve dans Ellroy des personnages forts et un formidable matériau sur la police américaine. Ellroy a une façon de me faire vivre des situations de l'intérieur avec une telle intensité qu'elle permet de dépasser la simple connaissance intellectuelle ; surtout à travers sa première Trilogie, celle qui commence avec *le Dahlia noir*. Je suis beaucoup plus prudente sur ses livres suivants.

Il a une capacité – et c'est ce qui fait le grand romancier – de pénétrer dans le réel et d'en restituer des morceaux entiers d'une manière particulièrement convaincante, non par le détail ou par le fait, mais par l'atmosphère, l'ambiance, les personnages et leurs mobiles. Je vois la police à travers ses yeux. Même si, contrairement à lui, je ne la glorifie pas, je la sens vivre et je réfléchis sur elle à travers ce qu'il m'en raconte, tout en l'interprétant de façon tout à fait différente. Son apologie de la police américaine dans la société américaine est peut-être ce qui lui permet de ne pas se faire censurer et de décrire avec empathie, force et vie. Il fait vivre tous ses personnages, les bons comme les pourris, les pourris en particulier en disant « ces hommes sont mauvais, et ce sont eux qui ont fait l'Amérique ».

Au passage, le film qu'en a fait Hollywood est remarquable. Ils ont mis vingt ans à faire le scénario, vingt ans de tentatives différentes. Le livre est tellement foisonnant...

Écrire pour que les luttes sociales ne passent pas à la trappe

Ellroy donne donc l'impulsion. Je me mets à écrire mon premier roman en 1993 et il sort en 1995. C'est *Sombre Sentier*, un roman que j'ai écrit à partir de la lutte des clandestins dans le Sentier. J'avais beaucoup de notes personnelles sur cette bagarre, car j'avais gardé mes archives. En particulier un bilan de la grève que nous avons rédigé à cinq responsables quelques jours après la fin du conflit, deux de l'Union Départementale de Paris, trois du syndicat Hacuitex (Habillement, Cuir, Textile) de Paris, la secrétaire du syndicat et deux responsables turcs. Cinq personnes donc. On s'est réuni pendant une semaine dans une maison de campagne, près de Paris, chacun avec ses notes. On travaillait tous les matins, séparément, et l'après-midi on se réunissait, on enregistrait et on faisait l'histoire de la grève. On voulait garder une trace de tout ça. Je parle là de l'automne 1980. Je ne savais pas encore que j'allais exploiter ce matériau pour en faire un roman. On était dans une grande maison de campagne, pas loin de Paris. C'était agréable. On était très heureux.

Je suis donc partie de ces souvenirs et j'ai romancé. J'ai gardé tout ce qui concerne la chronologie des faits. Je me suis contrainte à ne pas tordre le déroulement historique, c'est-à-dire à construire mon histoire dans les limites chronologiques de la lutte, commencer mon roman au moment où la grève commence, le finir au moment où elle se finit et conserver les points principaux de bascule des événements. Mais il a fallu reconstruire,

remonter en importance un certain nombre d'évènements, en affaiblir d'autres et en éliminer un certain nombre. J'ai commencé à apprendre le passage au romanesque de cette façon.

J'ai travaillé ainsi pendant deux ans. Seule. Mon intention première était de laisser une trace écrite de cet événement totalement oublié et qui aurait pu être un événement fondateur d'un combat politique alors qu'avec Mitterrand, une chape de silence tombe sur les luttes sociales.

Ecrire sur ces moments où tout bascule et dont ma génération porte la responsabilité

Evidemment, au bout du compte, ça ne change pas grand-chose. Même rien. Ma génération va d'échec en échec depuis l'arrivée de Reagan, de Thatcher et plus globalement les années 1980. On ne l'a pas compris sur le coup mais l'élection de Mitterrand représentait un changement d'époque. C'était écrit. C'est ce que j'essaie de dire dans *Or noir*, mon dernier roman¹ qui se situe lors du basculement des années 73 et du premier choc pétrolier. Un des personnages du roman, Paul Saweri expert de l'OPEP, a cette phrase : « C'est la lutte de libération des peuples, on est en train d'augmenter le prix du pétrole ». Or ce furent les émirats, l'Arabie Saoudite, le Chah d'Iran et les traders qui profitèrent de la hausse ; ce fut la naissance de l'économie financiarisée.

Après *Sombre Sentier*, le projet des autres romans va naître de cette motivation : laisser une trace écrite de ces divers moments de l'histoire de ma génération, de ces moments où tout bascule et dont ma génération porte la responsabilité.

¹ *Or noir* est paru en 2015 aux éditions Gallimard, collection Série noire. Romans noirs.

Écrire pour sortir du « pacte du silence »

Il est vrai que mes investigations sont très marquées par les questions de retournement, de trahison et de reniement. C'est le cas plus particulièrement peut-être, c'est vrai, dans *Le corps noir*¹. La raison en est très simple, *Le corps noir* se passe en 44 à Paris, entre le 6 juin et le 25 août, donc entre le débarquement et la libération de Paris. Je mets en scène un groupe de collabos de la Gestapo française et j'essaie de voir comment le groupe se disloque, ceux qui partent avec les Allemands, ceux qui passent aux Américains et ceux qui s'entretuent. C'est la même interrogation, le même constat, exactement la même chose que ce que l'on vient d'évoquer à propos de ma génération. Je suis née en 42, d'une génération qui ne peut pas avoir de véritables souvenirs de la guerre et, qui plus est, n'en a jamais entendu parler dans sa jeunesse. La collaboration, personne n'en parlait. Il y avait une espèce de doxa sur la résistance, que l'on n'essayait surtout pas de creuser parce que c'était un roman historique, un chapitre du roman national. Les gens qui revenaient des camps ne voulaient pas en parler non plus. Sur toutes ces choses il n'y avait pas de transmission. Moi, j'appartenais à une famille très ouverte dans laquelle on parlait de tout, sauf de l'Occupation. Le « pacte » du silence, jusque dans les années soixante, n'était pas uniquement en Allemagne. C'était sans doute moins fort chez nous mais le phénomène était le même. Avec ce roman, j'ai donc voulu regarder ce qu'il y avait derrière ce silence qui a fait partie de mon histoire.

¹ *Le corps noir* est paru aux éditions du Seuil en 2004.

Pour la bourgeoisie française, le silence s'enracine fortement dans la collaboration. Il s'est passé des choses abominables. Les juges, par exemple, se sont drapés dans une attitude légaliste écœurante, appliquant la loi de Vichy parce que c'était la loi. A ma connaissance, il n'y a qu'un juge, un sur toute la magistrature française, qui a refusé. Ce n'est quand même pas beaucoup. Les Renseignements Généraux ont été une police de la torture. Ils avaient des listes de gens et s'en sont servis, torturant au moins autant les communistes que les Juifs. À la Libération, il y a eu une épuration dans la police, plus importante que dans les autres corps. Il y a eu quelques exécutions et 5 000 radiations. Des historiens de cette époque ont réalisé de très bons livres d'histoire sur ces questions mais qui les lit ? L'un d'entre eux y raconte cette histoire incroyable. Un jeune flic de 25 ans des Renseignements Généraux passe devant le tribunal. Au juge qui l'accuse d'avoir torturé et tué, il répond : « Monsieur le juge, c'est vous qui m'en avez donné l'ordre ». Il est exécuté. Et le juge continue à juger en appliquant la loi, avant et après, sans état d'âme.

Combien sont-ils ceux qui, après 68, les ont, d'une certaine manière, imité ? Combien...

La force du roman noir

Ma formation, mon esprit d'historienne me sont très utiles dans mon écriture romanesque. Mais mon travail d'historienne sur le XIX^e siècle ne me donne pas directement d'éléments pour penser et construire mes romans, ces romans où l'affairisme et les relations mafieuses perfusent totalement les relations commerciales et le business. La dynamique du capitalisme du XIX^e siècle me semble très différente de ce qu'elle

est devenue. Les mécanismes sont beaucoup plus complexes maintenant, me semble-t-il.

Le média du roman, de la littérature, de la fiction offre la possibilité de dire des choses que les canaux plus académiques ne permettent pas de dire. Je ne l'ai vraiment compris qu'après coup mais je

pense qu'effectivement la littérature romanesque a plus de forces que la littérature académique. Et avec toute mon histoire, mes bagarres à l'UEC, mon syndicalisme, mes goûts et penchants, je crois que je ne pouvais écrire rien d'autre. *J'ai le goût du noir.*